HEBDOMADAIRE (4e ANNEE). — N° 110. LE NUMERO : 0,50 SAMEDI 23 JANVIER 1932.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

Les événements d'Allemagne

La trève politique imposée par décret-loi pour la nouvelle année s'est à peine achevée, que la situation politique en Allemagne a rapidement évoluée, et toujours dans un sens favorable au fascisme.

Le chancelier Brüning qui, pendant des mois, a su habilement louvoyer entre la droite et la social-démocratie, gagner du temps, user des uns et des autres pour faire peser sur le prolétariat et les masses laborieuses allemandes un joug de plus en plus accablant, a voulu se livrer à une nouvelle manœuvre très large.

D'une part, il voulait se présenter aux conférences internationales prochaines, à celles de Lausanne sur les dettes et à celle de Genève sur la limitation des armements, avec toute l'autorité provenat de l'unanimité des partis, — sauf, bien entendu, du P. C., — réalisée par Hindenburg, et user de cette autorité pour y parler hautement et pour en tirer le maximum d'avantages. D'autre part, il voulait éviter de faire subir à dre initial. Eviter cette campagne, électorale présidentielle, l'agitation qu'elle suscite pouvant, dans l'atmosphère où elle se produit, créer des incidents qui entraîneraient des conséquences débordant de très loin son cadre initial. Eviter cette campagne, c'était un point important pour cette partie chaque jour plus restreinte de la bourgeoisie allemande, qui hésite encore à avoir recours au fascisme. La manœuvre de Brüning était vraiment [illegible] ; il a échoué malgré l'appui de la social-démocratie et du centre, en particulier. Les nationaux-socialistes et les nationaux-allemands lui ont répondu brutalement non. Hitler, agent du grand capital financier, qui a rassemblé par sa démagogie des millions de désespérés venant de toutes les classes, ne peut désormais pas reculer sans ouvrir largement les portes à la révolution prolétarienne. La situation se précise chaque jour un peu plus et le capitalisme allemand sait que, s'il veut subsister, le fascisme reste sa seule voie. Hitler, talonné aussi bien par ses commanditaires que par la masse inconsistante, cette « poussière humaine » qui le suit, ne pouvait, sans se compromettre gravement à leurs yeux, accepter les propositions de Brüning.

En fin de compte, le gouvernement Brüning s'est usé davantage pendant que les fascistes marquaient des points.

***

La gravité de la situation a été marquée inlassablement par l'opposition de gauche dans les dernières semaines : **la clef de la situation mondiale est en Allemagne.** C'est le P.C. allemand et l'I.C. qui la tiennent en main. Leur carence qui se poursuit au fur et à mesure que les jours passent est criminelle. Le C.C. du Parti Communiste français lance le 14 janvier un appel pour la défense de l'U.R.S.S., où pas un mot n'est dit sur l'Allemagne. Pourtant, Hitler voile à peine ses intentions contre l'U.R.S.S.

Quant au P.C. allemand ,il profite évidemment dans une certaine mesure de l'instinct de classe de nombreux ouvriers qui voient en lui la seule force capable de mener la lutte contre le fascisme ; mais il n'en profite que dans une mesure tout à fait insuffisante. La social-démocratie se compromet sans cesse davantage ; dans l'aventure présidentielle, elle a pour le moins été autant compromise que Brüning. La candidature Thaelmann ne manquera pas d'en bénéficier. Mais l'enjeu dépasse de très loin le cadre de l'élection prochaine. Une politique audacieuse de front unique, adressée à ces organisations social-démocrates qui se sont compromises en même temps qu'elle dresserait vite une barrière infranchissable sur laquelle se briserait la montée fasciste, amènerait rapidement une dislocation profonde de cette puissante social-démocratie, qui a toujours tant servi la bourgeoisie.

Il faut changer radicalement de cours. Il reste peu de temps pour le faire. Les membres des P.C., de toute l'I.C. portent à l'heure actuelle des responsabilités immenses. C'est en s'engageant dans la voie tracée si lumineusement par Trotsky et par l'opposition de gauche toute entière, qu'ils seront à la hauteur de leurs tâches.

LÉNINE - LIEBKNECHT Rosa LUXEMBOURG

Le prolétariat commémore les trois guides qui incarnent la formation de son avant-garde et ses luttes révolutionnaires. Rosa Luxembourg et Liebknecht, les deux lutteurs de la gauche social-démocrate, insurgés contre le chauvinisme impérialiste et les appareils de la social-démocratie et tombés sous les balles des gardes blancs, auxquels les a livrés le socialiste Noske, à l'heure où les prolétaires allemands, à l'appel de Spartacus, descendaient au combat. Lénine, l'artisan génial, l'intransigeant noyau bolchevik, qui devait, sous sa direction, devenir l'instrument de la victoire prolétarienne, le centre de ralliement sous la débâcle chauvine de 1914, l'outil d'Octobre, le pilier fondamental de l'Internationale Communiste.

Le souvenir des guides glorieux des ouvriers allemands est invoqué aujourd'hui, à l'heure des grandes batailles que le prolétariat allemand devra affronter dans l'esprit des cohortes de Spartacus.

Les communistes allemands les plus conscients ont à faire revivre l'esprit combatif, l'esprit de classe, l'esprit internationaliste de Spartacus, pour nettoyer le parti de la théorie de la « révolution populaire », de la surenchère nationaliste empruntés au fascisme et surtout de la tactique funeste des louvoiements.

Mais cette année, où l'esprit de Liebknecht et de Luxembourg devraient vivifier le parti allemand, la presse de l'Internationale marque surtout des réserves sur la pensée politique des deux héroïques leaders. La presse de l'Internationale s'aligne sur la nouvelle version de l'histoire de la gauche marxiste dans la IIe Internationale imposée par rescrit par Staline. Ainsi, Karl Liebknecht, protagoniste de l'antimilitarisme révolutionnaire et fondateur de l'Internationale des Jeunes, Rosa Luxembourg, qui a fortifié la gauche marxiste dans la lutte contre le revisionnisme de Bernstein et le centrisme de Kautsky, sont représentés aujourd'hui, dans la presse de l'Internationale, comme plus ou moins dépendants du centrisme des Kautsky, Longuet, et Noske, de la IIe Internationale. Dans le journal de Cachin, les différends entre Lénine et Rosa Luxembourg, dans leur lutte acharnée contre le militarisme et l'impérialisme, pendant la guerre, sont présentés comme une opposition fondamentale, comme celle qui opposait à la gauche zimmervaldienne de Lénine et à ses compagnons de lutte les centristes chauvins ou pacifistes-bourgeois, depuis Cachin-Renoult jusqu'à Thaelmann.

Pourquoi cette grossière falsification de l'histoire ? Pour lier dans un « amalgame », une « chaîne » chère à la calomnie bureaucratique, le centrisme de Kautsky, Rosa Luxembourg, Liebknecht et Trotsky et nourrir, sous le couvert de « l'histoire », des différends de Lénine avec Rosa Luxembourg et avec Trotsky, la lutte acharnée des bureaucrates contre l'aile marxiste de l'Internationale.

L'histoire de l'Internationale communiste, riche des efforts théoriques et des luttes valeureuses de l'avant-garde révolutionnaire, échappe aux schémas de l'historien Staline. Rosa Luxembourg et Liebknecht appartiennent au courant de gauche social-démocrate qui s'est dégagé, sur la base du marxisme internationaliste, dans la lutte contre le revisionnisme et le centrisme social-démocrate et s'est trempé dans le combat révolutionnaire des ouvriers allemands. Rosa Luxembourg et Liebknecht n'ont cessé de se rapprocher du noyau bolchevik, qui a fourni à l'Internationale communiste ses bases théoriques et sa base historique : la Révolution d'Octobre ; ils ont apporté à l'Internationale communiste le grand courant révolutionnaire de Spartacus.

L'histoire des différends entre Lénine et Rosa Luxembourg — riche d'enseignements pour les communistes — leur apparaît, comme elle apparaissait du temps de Lénine, illustrée par la mort de Rosa à la tête du combat révolutionnaire contre la bourgeoisie et ses complices socialistes chauvins et centristes. L'histoire des différends théoriques entre Lénine et Trotsky est en entier dominée par la date historique dans l'histoire de la révolution, du retour de Lénine dans la Russie de la révolution démocratique : à cette heure décisive, la pensée des deux leaders s'est fondue à l'épreuve de feu de la lutte révolutionnaire, dans le combat pour la dictature du prolétariat contre les partisans de l'étape démocratique du gouvernement des ouvriers et des paysans, Staline et Kamenev.

— LIRE LA SUITE EN 3e PAGE —

L'impérialisme français à l'épreuve

La crise intérieure du gouvernement, c'est-à-dire avant tout la mise au rancart de Briand, a plus de sens que ne le croit *l'Humanité*. Voici l'opinion du journal du Parti (16-1-32) : « Changement de politique ? Allons donc ! Une identité profonde existe entre la politique de Briand-Herriot, de Briand-Poincaré, de Briand-Blum, de Briand-Laval et la politique de Tardieu-Laval aujourd'hui. Comment cette politique varierait-elle aujourd'hui ? Ce n'est point la crise qui va calmer l'exacerbation de notre impérialisme. Au contraire. »

Le rédacteur de *l'Humanité* se trompe complètement. Il ne se rend même pas compte que la deuxième partie de sa phrase contredit littéralement la première. En effet, c'est *justement* la crise qui, en « exacerbant notre impérialisme », pour se servir de son expression, impose *certains changements* dans l'orientation politique de la bourgeoisie. Il faut être aveugle pour ne pas comprendre cela. Ensuite, il faut être non seulement aveugle, mais aussi borné comme un stalinien, pour ne pas comprendre que le développement économique, c'est-à-dire, en fin de compte, le rapport des forces de classe internationales et nationales, nécessite des réactions différentes de la bourgeoisie, suivant les situations auxquelles elle a à faire face. En ce sens, il est faux de dire que la politique de Poincaré, de Briand ou de Tardieu avait exactement les mêmes traits. Si l'on veut dire que l'« identité profonde » de leur politique consiste simplement en ce que tous ces hommes politiques bourgeois sont tous les représentants au pouvoir du... capitalisme, c'est tout simplement une vérité première. Mais si l'on veut dire — et c'est ce que veut dire *l'Huma* — que toutes les réactions de la bourgeoisie devant le déroulement des événements sont toujours les mêmes, c'est une erreur profonde. La politique *d'avant* l'occupation de la Ruhr en 1923 n'est pas la même que celle *d'après* l'échec de cette occupation. La politique *d'après Locarno* n'est pas la même que celle *d'avant Locarno*. Et maintenant, on peut dire que la politique *d'après le moratoire Hoover, d'après l'échec des négociations avec Brüning*, qui affirme que l'Allemagne bourgeoise ne veut plus rien payer au titre des réparations, n'est plus et ne peut plus être la même que celle d'avant.

MM. Laval, Tardieu et Cie ont compris cela, quant à eux. Les voyages « triomphaux » de Laval à Berlin, à Londres et à Washington ne les ont pas trompés, quoiqu'ils aient essayé, grâce à eux. de jeter la poudre aux yeux des classes moyennes et des travailleurs. Le véritable résultat du voyage de Berlin et de la constitution de la Commission franco-allemande (avec l'aide de Jouhaux), c'est la déclaration de carence de Brüning à la veille de la Conférence de Lausanne ; quant au véritable résultat du voyage de Washington, c'est la pression accrue des Etats-Unis sur la politique intérieure de l'Europe, sans parler des insultes que M. Borah prodigue à nos chauvins. Sous l'apparence d'une position financière très *relativement* et *momentanément* forte, les véritables faiblesses de l'impérialisme français, acculé à perdre une partie des fruits de son pillage de 1918, se révèlent. Et ce tournant dans la situation n'aurait pas de répercussions sérieuses dans les rangs de la bourgeoisie elle-même ? C'est pourtant ce que *l'Humanité* essaye de faire croire à ses lecteurs.

Dès le mois de juin, l'Opposition de gauche a montré que l'Amérique allait profiter de la crise où se débat la bourgeoisie dans les principaux pays européens, pour renforcer sa mainmise sur elle, pour obliger plus étroitement l'Europe à se contenter de sa « portion congrue ».

— LIRE LA SUITE EN 2e PAGE —

L'« insurrection » du 7 Novembre 1927

par L. TROTSKY

Dans la campagne qui est menée actuellement avec une force redoublée contre l'opposition de gauche, une place importante est réservée à l' « insurrection » du 7 novembre 1927. Dans son article « historique », Staline met cette « insurrection » en première place comme argument primordial en faveur de la politique de répression contre les bolcheviks-léninistes. Si, dans l'isolateur de Verchne Ouralsk, les meilleurs révolutionnaires subissent des brimades et des violences affreuses, s'ils sont obligés de recourir à la grève de la faim pour la défense de leurs droits humains, si on tire sur eux sans avertissement, si Rakowsky et des centaines d'autres remplissent les lieux de déportation, si la véritable élite du Parti est écrasée, emmurée, étranglée, si Staline, par son yagoda, étrangla Boutov et fusilla Blumkine — alors tout cela ne se justifie pas parce que l'opposition de gauche n'a pas reconnu la théorie du socialisme dans un seul pays, n'a pas accepté le bloc avec Tchang-Kaï-Chek et se refuse aujourd'hui à capituler devant Hitler. Non ! Les répressions sanglantes s'expliquent par ce fait qu'il y a quatre ans l'opposition de gauche a fait une soi-disant tentative d'insurrection armée. Les organes de toutes les sections de l'I.C. l'ont rappelé à nouveau à tous leurs malheureux lecteurs qui sont systématiquement trompés.

Qu'est-il arrivé effectivement le 7 novembre 1927 ? L'opposition, cela va de soi, a pris part dans la démonstration commémorative du dixième anniversaire d'Octobre. Ses représentants défilaient avec leurs usines, leurs ateliers, leurs écoles et institutions soviétiques. Plusieurs groupes d'oppositionnels portaient dans la démonstration commune leurs pancartes. C'est avec ces pancartes qu'ils sont sortis de leurs usines et d'autres institutions. Quelles étaient ces pancartes contre-révolutionnaires ? Rappelons-les :

1° « *Appliquons le testament de Lénine !* »

2° « *Feu à droite : contre le koulak et le bureaucrate !* »

3° « *Pour une véritable démocratie ouvrière !* »

4° « *Contre l'opportunisme, contre la scission, pour l'unité du parti léniniste !* »

5° « *Pour le Comité central léniniste !* »

Ouvriers, employés, soldats rouges, étudiants marchaient côte à côte avec les oppositionnels qui portaient ces pancartes. Il n'y eut aucune bagarre. Aucun ouvrier sain d'esprit ne pouvait considérer ces pancartes comme étant dirigées contre le pouvoir soviétique ou contre le Parti. Ce n'est que quand les usines et les institutions isolées se sont jointes au flot général de la manifestation que la Guépéou, sur l'ordre du secrétariat stalinien, envoya les détachements spéciaux pour assommer les manifestants qui portaient paisiblement les pancartes oppositionnelles. C'est à la suite de cela que des bagarres isolées se sont produites qui consistaient en ce que les détachements de la Guépéou se jetaient sur les manifestants, leur arrachaient leurs pancartes et les assommaient. Un groupe sélectionné d'officiers rouges força la porte et pénétra au domicile de Smilga sur le balcon duquel des pancartes de l'opposition et les portraits de Lénine, Trotsky et Zinoviev furent exposés.

— LIRE LA SUITE EN 2e PAGE —

A défaut d'arguments !

A défaut d'arguments, tous les moyens contre nous semblent bons à la direction du Parti. Dans le dernier numéro, nous signalions quelques infamies. Aujourd'hui, nous pouvons préciser davantage. Dans son pauvre article des « Cahiers », Ferrat écrit : « C'est pourquoi ils pénètrent dans le Parti, pour publier... des renseignements plus ou moins frelatés de notre vie intérieure. Ils se transforment en agents de renseignement de la bourgeoisie... L'expérience de plusieurs cellules... montre qu'ils pénètrent le Parti à la façon de mouchards... ». Et ceci est tout simplement le premier pas vers cette affirmation d'un permanent de la Région parisienne à Puteaux : « Nous avons le droit de suspecter de policiers tous ceux qui nous renseignent ».

A l'heure actuelle, les centristes qui dirigent le Parti, qui rédigent « l'Huma », font preuve à chacun de leurs gestes que, de rière toutes les phrases, leur objectif, c'est le « trotskysme ». Un article contre la guerre ? Non, mais une attaque contre le « trotskysme ». La commémoration de Lénine-Liebknecht-Luxembourg ? Non, c'est le « trotskysme » que l'on combat. Et maintenant, ceux-là même qui, par leur choix des responsables non en fonction de leur capacité et de leur dévouement, mais en fonction de leur soumission à la « ligne », de leur servilité, ont facilité le travail des Jany, des Journia et d'autres, insinuent : police.

Ils espèrent que leur saleté portera auprès des camarades que notre travail fractionnel révolte. Mais nous n'avons rien à craindre à ce sujet. Nous ne nous « introduisons » pas dans le Parti. Nous sommes des communistes et nous considérons que notre place est dans le Parti. Il ne dépend pas de nous que nous n'y soyons pas pour la plupart. Nous n'y sommes pas parce que nous ne nous sommes pas pliés à un à un régime intérieur qui, pour faire passer une fausse politique, exigeait que nous « fermions les bouches », que nous soyons des « mannequins ». La fraction stalinienne a pu arriver momentanément à nous mettre hors des rangs du Parti; mais elle ne peut empêcher nos idées d'y trouver peu à peu leur place.

Toutes les calomnies, toutes les infamies des Ferrat et autres n'atteindront pas leur but : jeter le discrédit sur l'opposition de gauche et ses militants. Nos idées feront leur chemin à travers toutes ces embûches et finiront bien par triompher.

Mouchard de qui ?

Une nouvelle machination antisoviétique est montée en accord par la Sûreté Générale et la Sigurantza. On tente, cette fois-ci, d'y mêler le nom de Trotsky ; et les staliniens s'y prêtent avec malhonnêteté.

L'Humanité de ce jour parle d'un mouchard Agabekov qui « aurait été mêlé aux trotskystes ». C'est d'une impudence sans bornes. Agabekov n'est pas un inconnu pour nous. Il remplaça notre camarade Blumkine, sous les ordres duquel il travaillait dans une institution de l'Etat prolétarien. Pour avoir eu des relations avec Trotsky à Constantinople, Blumkine fut rappelé en U. R. S.S. et fusillé.

Pas un organe centriste n'osa justifier ce crime. Après ce crime, Agabekov *monta en grade ; quelques mois après,* il passa au service de la bourgeoisie, *lui livrant des secrets qui détruisirent un travail de plusieurs années.*

C'est l'ex-homme de confiance de Staline que la Sigurantza et la Sûreté générale voudraient faire passer pour un « ami de Trotsky ». Que l'Huma s'y prête ne peut être imputé à l'ignorance de ses rédacteurs ; mais c'est la tentative d'une manœuvre très louche, à la faveur d'une histoire policière.

ALLEMAGNE

Brandler, Seydewitz, Urbahns & Cie

Le développement de la situation a entraîné la scission à l'intérieur du groupe Brandler ; une partie (Brandler et Thalheimer) incline à retourner dans le giron de Staline, le trouvant maintenant assez opportuniste pour cela ; l'autre partie continue ses titubements mortels entre le parti et la social-démocratie (Frœlich, Walcher, etc.), accusant Brandler de manquer « d'objectivité » dans l'appréciation de la politique russe de Staline, et de la politique internationale de Trotsky.

Quant à Urbahns, voici son programme. Il vient de le préciser à nouveau dans « la Volkswille » (N° 1, 8-1-32), sous le titre : « Un nouveau ou un vieux parti communiste ? »

Urbahns n'est jamais sorti des erreurs qui l'ont éloigné de l'opposition de gauche en 1929. Et maintenant, au moment de l'épreuve historique, il persévère. En réponse à la critique du camarade Trotsky, il affirme :

« Nous sommes convaincus que ce n'est que dans la lutte de toute la classe que se formera le véritable parti communiste. Nous pensons que ce véritable parti communiste sera la synthèse des meilleurs éléments du P. C. A. et du P. C. O. (Brandler), du Léninbund et des ouvriers du parti socialiste, et avant tout du S. A. P. (Seydewitz), qui se développent vers le communisme. »

Du **programme**, des **méthodes**, des **objectifs**, pas un mot. Simplement une salade de « meilleurs éléments » de **tous** les partis qui se revendiquent de la classe ouvrière. Il faut bien l'affirmer ! De ce point de vue, la conception marxiste-léniniste du parti disparaît.

Urbahns ajoute ensuite : **« Le camarade Trotsky ne veut appeler communistes de gauche que ceux qui se sentent comme lui être une fraction du P. C. A. et qui emploient leur force seulement et uniquement à la conquête du P. C. A. aux conceptions léninistes et trotskytstes ».** Ainsi, Urbahns se démasque tout à fait : 1° Il reconnaît que le Léninbund n'est pas la **fraction** de gauche de l'Internationale communiste ; 2° Que, par conséquent, son objectif est **avant tout** la lutte contre le parti, et le groupement des éléments social-démocrates et droitiers ; 3° Il reprend la légende des centristes, qui opposent le « trotskysme » au léninisme. Avec tout cela, nous n'avons rien de commun ! Mais l'action montrera aux ouvriers désorientés par Urbahns que la voie de gauche est tout autre.

ESPAGNE

La répression permanente

Une fois, à Badajoz, la population s'est levée contre la « guardia civil », la gendarmerie espagnole, la plus brutale du monde, malgré le gouvernement républicain. Les républicains espagnols étaient contre la guardia civil pendant le régime monarchiste, ils parlaient d'en « finir avec cette institution brutale » au lendemain de l'établissement de la république. Aujourd'hui la guardia civil est défendue par les ministres de la république et a aussi le droit de tuer des ouvriers sans travail au nom de la république. De ce côté, rien n'est changé.

Les guardias civils tuent, et la population, en Estramadure, a tué quatre guardias civiles. Les ouvriers se sont défendus contre les fusils et les mitrailleuses, ils se sont défendus contre la guardia civil de la république, cette institution criminelle qui a même été fondée pour lutter contre les voleurs mais qui, après que les voleurs se sont fait guardias civiles, a été toujours employée pour tuer des ouvriers. Quelques jours après les événements de Castilblanco (Estramadure), la guardia civil a fait un massacre criminel, en tuant des femmes et des enfants, en tuant aussi des ouvriers dans les maisons Et le président du gouvernement qui, un jour avant, défendait la mémoire des guardias civils morts, qui arrivait même à demander un châtiment exemplaire pour les ouvriers de Castilblanco pour s'être défendus contre les criminels guardias civils, le même Azana s'est levé pour défendre la guardia civil, les criminels massacreurs d'ouvriers, d'enfants...

Voilà ce qu'est la république espagnole, la « très moderne république espagnole » des trois ministres socialistes. Mais le peuple est contre la guardia civil et demande la dissolution de cette gendarmerie. Seulement, il faut savoir profiter et diriger la population pour réussir contre les fusils et les mitrailleuses. Il n'est pas question, naturellement, de dire aux ouvriers qu'il faut se mettre devant les fusils qui tuent partout. Il faut savoir organiser les ouvriers, il faut leur dire que ce n'est pas seulement la guardia civil, le côté mauvais de l'Espagne, mais c'est le régime capitaliste même, le soutien des criminels et massacreurs d'ouvriers.

Henri Lacroix.

Madrid, 8-1-32.

L'IMPERIALISME FRANÇAIS A L'EPREUVE

(Suite de la 1re page)

Laval a essayé de desserrer cette étreinte, en profitant habilement d'une conjoncture financière assez difficile pour les Etats-Unis. Il est allé faire son petit chantage à Washington, sans grand succès. Et maintenant, Hoover se tourne vers l'Europe ravagée et lui déclare : « Les réparations sont *vos* affaires. Nous n'avons pas signé le traité de Versailles. Par contre, le paiement de vos dettes envers nous est *notre* affaire. Il faudra s'exécuter. »

Cette attitude des Etats-Unis devait, d'autre part, forcément entraîner une désunion plus grande dans le camp des impérialistes européens. L'Allemagne se sentit encouragée par cette attitude de Hoover. L'Angleterre, aux prises avec les propres difficultés de son Empire, veut entraîner la France à des concessions. La France, dont les petits clients et valets européens (Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Belgique) s'agitent avec inquiétude, redresse la tête et prétend ne plus compter que sur elle-même, c'est-à-dire sur ses « droits » et sur ses canons. Dans ces conditions, l'Italie fasciste, dont l'économie est en pleine décomposition intérieure, essaye de grands gestes, qui sont commentés avec satisfaction par toute la presse impérialiste française : Il faut constituer un « front unique » des créanciers européens contre les Etats-Unis. Ainsi, nous assistons à un déplacement dans deux sens : d'un côté la pression américaine accentue les rivalités et la désunion entre les impérialismes européens, et, de l'autre, cette même pression les oblige à tenter quelques efforts communs pour tenir en respect leur gigantesque rival. Il n'y a pas le moindre doute que la phase actuelle verra plutôt s'accentuer le processus de désunion. Le « front unique » capitaliste est une utopie lorsqu'il se tourne contre les Etats-Unis. Il ne peut avoir de réalité que s'il se tourne contre l'Union soviétique. Contre la classe ouvrière internationale, contre l'Union soviétique, l'impérialisme peut réaliser le front unique, et il le réalise. Mais contre l'Amérique, c'est-à-dire contre un concurrent capitaliste qui monopolise à lui seul presque la moitié du marché mondial, aucun front unique n'est possible. Toute tentative « d'union » entre les pays capitalistes ne peut signifier qu'une tentative d'hégémonie de l'un d'eux sur les autres dans le cadre européen. « L'Union européenne » de Briand était une tentative de ce genre pour asseoir définitivement la domination de la France. En ce sens, elle était l'essai de parachever l'œuvre du traité de Versailles. « L'Anschluss » était un embryon d'une tentative de même ordre en faveur de l'Allemagne. Mais ces tentatives se sont piteusement écroulées sous la pression américaine. Maintenant, moins que jamais, il leur est possible de renaître.

Voilà pourquoi la Conférence de Lausanne, qui doit remettre sur le tapis la question des réparations, c'est-à-dire, en fin de compte, le traité de Versailles, se présente dans des conditions si troubles, si instables. S'il est question d'y mettre en cause le plan Young, la France refuse d'y participer et manœuvre pour l'ajourner. L'Allemagne entend y abattre son jeu en jouant tous les atantages que lui vaut l'attitude des Etats-Unis. L'Angleterre estime inutile d'y perdre son temps si l'on ne peut pas y joindre la question des dettes envers les Etats-Unis. Quant à l'Italie, elle voudrait s'en faire une tribune pour attirer la pitié des Etats-Unis... qui possèdent toutes ses actions de chemins de fer, en menaçant du « front unique ».

Or, il est incontestable que le développement de la crise, le mouvement du prolétariat et des classes paysannes de l'Europe orientale ruinées, *exigent* une issue pour la bourgeoisie. L'Allemagne, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, vivent sur un volcan. Chaque bourgeoisie mène une lutte acharnée contre la classe ouvrière, ruine son propre marché intérieur, et par conséquent aussi le marché extérieur des autres, réduit les classes travailleuses dans leur ensemble à un véritable servage. Mais même cette politique est insuffisante pour résister à la monstrueuse pesée de l'Amérique, multipliée par l'étreinte de la crise économique. C'est pourquoi la bataille contre le prolétariat ne peut pas se poursuivre sans qu'interviennent aussi certains accords entre les impérialismes rivaux, c'est-à-dire sans que certains impérialismes marquent temporairement certains avantages sur les autres. La France entend maintenir les siens. Pour ce prix, elle est prête à tolérer la contre-révolution fasciste en Allemagne, puis à l'aiguiller contre l'U.R.S.S. Les Etats d'Europe orientale aussi sont encouragés par la France à préparer la lutte armée contre l'U.R.S.S. Mais l'Allemagne cherche encore à se défaire avant tout des chaînes de Versailles, du « tribut » ; car c'est là pour elle non seulement le moyen d'alléger ses difficultés, mais aussi celui de ruiner l'hégémonie européenne de la France.

Le développement de cette situation, qui mûrit depuis plusieurs mois, a entraîné un glissement dans l'appareil dirigeant de la bourgeoisie française. Briand fut l'homme de la période d'ascension de l'impérialisme français, sur la base du traité de Versailles, après l'échec de la politique de Poincaré à l'extérieur. Devant les difficultés nouvelles, il s'est peu à peu retiré. De rudes chocs attendent à l'extérieur la France. La récente crise ministérielle a reflété cette attente. Des réserves démagogiques existent : elles sont constituées avant tout par le parti radical, qui vient d'affirmer que, en matière de politique extérieure, son programme était celui de Laval. Mais les nécessités de la lutte intérieure contre le prolétariat, le chômage croissant, le réveil du mouvement ouvrier, combinées avec l'obligation de masquer sous le voile pacifiste la politique agressive de la France et peut-être les échecs subis, sont aussi importantes. Les radicaux, les socialistes, joueront ce rôle, et sans doute s'apprêtent consciemment à le jouer à la faveur des élections prochaines.

Ainsi, une fois de plus, et cette fois avec un caractère d'urgence extrême, les heurts entre impérialistes montrent la voie de la seule véritable solution : le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat qui résoudra le problème des *Etats-Unis socialistes d'Europe*. L'I. C. engage aujourd'hui la lutte sur la ligne de la libération « nationale et sociale » dans les différents pays. Elle préconise ensuite « l'alliance » des pays où cette révolution aura vaincu avec l'U.R.S.S. Mais cette perspective est fausse. Les Etats-Unis d'Europe sur la base du socialisme équivaudront à une fusion complète avec l'U.R.S.S. A l'anarchie de l'Europe capitaliste, il ne faut pas opposer seulement « l'harmonie » du développement économique en U.R.S.S., car il ne s'agit là que d'une comparaison contemplative, abstraite aux yeux des masses prolétariennes. Il faut opposer aux pseudo-règlements de comptes impérialistes, aux « Unions européennes », aux conférences de Lausanne, au « front unique » européen, l'agitation sur le mot d'ordre du renversement de la bourgeoisie pour la réalisation des Etats-Unis soviétiques de l'Europe. La ruine intérieure de l'Europe bourgeoise se manifeste par le cloisonnement, le morcellement économique extrême. Ce morcellement est un obstacle au développement économique de la société. Mais la bourgeoisie ne vit que de recherche de profit et de concurrence. Seuls, le prolétariat, les grandes masses exploitées peuvent réaliser, après avoir renversé la bourgeoisie par la conquête du pouvoir politique, la socialisation des principaux moyens de production et d'échange et la production planifiée dans un marché élargi par le renversement des multiples barrières nationales qui traversent l'Europe. Telle est la perspective que nous opposons aux utopies bourgeoises.

L'« INSURRECTION » du 7 Novembre 1927

(Suite de la 1re page).

Voilà en quoi consista l'insurrection du 7 novembre 1927.

Les mots d'ordre : « Pour la démocratie ouvrière », « contre le nepman, le koulak et le bureaucrate », « pour l'unité du Parti », furent considérés — non pas par les masses ouvrières, bien entendu, mais par l'appareil stalinien — comme des mots d'ordre contre-révolutionnaires. Pourtant, personne, parmi les gens de l'appareil, ne se décidait encore à cette époque à parler d'insurrection armée : une invention de ce genre paraîtrait trop audacieuse aux yeux des participants et des témoins oculaires de la démonstration. Quand, après plus d'un an, pendant l'expulsion de Trotsky à l'étranger, la Guépéou lui notifia l'accusation de préparation de l'insurrection armée, il ne s'agissait pas de la démonstration du 7 novembre, mais de quelque chose de nouveau auquel la Guépéou était embarrassée de trouver un nom quelconque. Après l'expulsion de Trotsky, cette accusation n'a plus été rappelée par personne. Staline n'a pas osé en parler dans la presse. L'allusion même est disparue, s'est dissipée comme de la fumée.

Ce n'est qu'à mesure que les faits ont commencé à rentrer dans l'oubli que l'école stalinienne des falsifications commença de plus en plus à lancer en circulation la légende sur la tentative d'insurrection du 7 novembre. Le fait que, maintenant, cette légende est placée, dans une certaine mesure, dans le centre de la campagne est, du point de vue politique, extrêmement important. Il démontre que les actes qui sont réellement commis par les bolcheviks-léninistes n'apparaissent pas aux yeux des masses ouvrières et des membres du Parti comme des « crimes ». Staline se plaint tout bonnement que, malgré la campagne de huit ans, on continue, dans le Parti, à voir dans le trotskysme un courant communiste ! Pour sa politique de répression, Staline a besoin d'un point d'appui solide qui se trouve en dehors du champ de l'activité réelle de l'opposition de gauche. C'est dans le mythe policier de l'insurrection du 7 novembre 1927 qu'il essaie de trouver un tel point d'appui. S'il n'y avait pas d'autres symptômes, ce seul fait suffirait pour dire : cela va mal, très mal pour la dictature personnelle de Staline et son régime plébiscitaire !

2 janvier 1932. L. Trotsky.

VOIX DES DÉPORTÉS

LA CRISE DE LA REVOLUTION

Les thèses, dont nous donnons ci-dessus des extraits, ont été élaborées par des oppositionnels de gauche, les camarades X..., Y..., Z..., déportés en N.S.K. Ces thèses furent écrites au commencement de l'été 1930. N'étant plus, d'un point de vue formel, d'actualité, elles présentent, néanmoins, d'après nous, un grand intérêt, parce qu'elles établissent le bilan de toute une étape de la politique centriste, reflétant en même temps le sérieux travail politique et théorique, mené par l'opposition de gauche en exil, en prison et en liberté.

L'ETAT ET LE PARTI

Cet équilibre relatif entre les classes qui a existé jusqu'en 1927, et qui se caractérisait déjà alors par la présence des éléments d'une qualité souterraine des pouvoirs s'est changé nettement en faveur des classes ennemies après le 15e Congrès.

Nous allons vers l'aiguisement le plus cruel des crises économiques et politiques, dans des conditions où le koulak déploie une activité effrénée, où le paysan moyen se penche nettement du côté du koulak, où la paysannerie pauvre et les ouvriers agricoles sont inorganisés et se trouvent sous la dépendance matérielle et idéologique de ce même koulak, où la classe ouvrière est désorganisée et privée de tous les moyens légaux pour agir sur la politique, où le parti est désorienté et désorganisé à un non moindre degré et est, en tout cas, incapable, dans son état actuel, d'organiser la résistance à l'attaque thermidorienne qui s'approche avec l'approfondissement de la crise.

La tendance du centrisme vers le renforcement économique-administratif de l'Etat et le développement de la puissance de son appareil se transforme en pratique en un affaiblissement social et politique continu des bases de la dictature du prolétariat et l'effritement de ses fondements sociaux.

Il se crée une atmosphère de mécontentement général du gouvernement, venant également de la droite et de la gauche et de la part du prolétariat et de celle de la bourgoisie et des couches petites-bourgeoises de la population. La crise sérieuse dans les relations entre l'Etat soviétique et la paysannerie est devenue un fait qui n'est plus nié par personne. Le conflit avec la classe ouvrière évolue aussi d'une façon menaçante et trouve son expression dans la multiplication du nombre des conflits dans les usines, les actes de sabotage, et d'autres faits innombrables qui caractérisent la résistance passive et active des ouvriers.

Mais, au fur et à mesure que s'affaiblissent les bases sociales et politiques du pouvoir, l'appareil tend d'autant plus à concentrer dans ses mains les moyens matériels et à se renforcer administrativement pour être en état de se défendre, à l'aide de ces moyens, contre le prolétariat et le koulak.

Par cela même se continue le processus éventuel du déplacement de pouvoir de la classe en celui de l'appareil, le développement du rôle tout-puissant de la bureaucratie, le renforcement de sa domination dans les cadres du régime soviétique qui constitue, par sa définition générale, le régime de la dictature prolétarienne. Les cadres généraux de la dictature prolétarienne ne peuvent pas, dans une période de réaction, empêcher la bureaucratie ouvrière de mener une politique contraire aux intérêts du prolétariat et des paysans pauvres, qui se trouve même directement hostile dans une série des cas.

Mais, malgré les affirmations « miasnikovistes », la bureaucratie ne constitue pas une classe indépendante. Sa domination est le résultat d'un rapport défavorable des forces des classes et la reflète..., grandie sur la base d'une dictature prolétarienne victorieuse, mais dirigée contre Octobre, contre la dictature prolétarien-

Jamais la couche dominante de la bureaucratie n'a subi les coups de « fouet de classe » venant de droite et de gauche, avec autant de vigueur et de persistance que durant ces deux dernières années. Ceci fait naître des conflits et des scissions à l'intérieur de la couche dominante, dans laquelle les scissions entre l'aile proprement thermidorienne et l'aile centriste sont loin d'être les dernières.

La conséquence de cette première scission fut que la dictature est passée dans les mains de la bureaucratie ouvrière ou « le sommet de la classe ouvrière, conciliant envers la petite-bourgeoisie, au détriment des larges masses des ouvriers et paysans pauvres » (plateforme des bolcheviks-léninistes). C'est cette politique de la bureaucratie ouvrière qui est maintenant adoptée par la fraction centriste dominant maintenant dans le Parti et dans le pays. Le centrisme était encore lié étroitement avec les droitiers et se trouvait même entièrement sous leur influence idéologique, jusqu'à l'année 1928. Ce n'est qu'à l'époque du 15e Congrès qu'il est devenu un courant politique indépendant. Dans toutes ses déviations, même les plus profondes vers la gauche, le centrisme est toujours resté fidèle à sa ligne stratégique, ne dépassant jamais les limites de l'orientation générale de la politique centriste.

Les affirmations des capitulards que les pas à gauche des centristes signifient le changement de leur ligne en ligne léniniste constituent un moyen de tromper la classe ouvrière en dissimulant l'opportunisme centriste. Il serait, néanmoins, erroné d'identifier l'opportunisme centriste avec la politique thermidorienne achevée des droitiers, étant donné qu'ils aboutissent aux mêmes résultats. Le centrisme ne constitue pas la représentation parfaite de la petite-bourgeoisie, comme d'ailleurs les droitiers ne forment pas la représentation parfaite du koulak. Tous les deux reflètent seulement la pression de ces classes correspondantes sur le prolétariat. Soutenue par des couches petites-bourgeoises, par des ouvriers de situation moyenne, craignant les secousses, ayant peur de manifester une résistance ouverte aux bureaucrates, et aussi par certaines couches qui se prêtent, dans des moments donnés, aux illusions centristes, la politique centriste n'est qu'une politique « d'une large couche des arrivistes ouvriers, qui craignent aussi bien l'ouvrier que le bourgeois ». (L. Trotsky.) N'ayant pas de ligne politique propre, « le centrisme réunit toujours des éléments divers de droite et de gauche, c'est-à-dire l'opportunisme et le marxisme, en le neutralisant ». (L. Trotsky.) Pratiquement, la ligne du centrisme est la ligne de zigzags entre la bourgeoisie et le prolétariat, déclenchant inévitablement un mécontentement croissant des deux classes ». (L. Trotsky). Les zigzags de la politique stalinienne aboutiront en dernier lieu à des résultats funestes pour le prolétariat, à ceux mêmes qu'aurait amenés directement la politique de la droite rykovienne.

(*A suivre.*)

La Semaine Ouvrière

A propos de la manifestation des chômeurs

L'opposition manquerait à son but de voir les fautes du Parti redressées si elle n'avait rien à dire sur une entreprise telle que fut la manifestation des chômeurs et où le résultat a été loin d'être atteint.

Au fait : quel fut le mot d'ordre lancé dans « l'Humanité » et par les affiches du Comité des chômeurs ? Chômeurs, rendez-vous tous devant la Chambre des députés et manifestez ! Chiappe a répondu par la presse à sa solde : « Ce que nous allons voir » ; et on a vu. Il a mobilisé toutes les forces policières et autres dans les environs du Parlement, et là il put arrêter tous ceux qui osèrent s'y montrer. Il y eut des milliers d'arrestations, après ça la manifestation a été finie. C'est là qu'on pouvait voir les fautes des organisateurs de cette manifestation. Tous les manifestants étaient loin d'être des communistes ; ils se sont rendus à la manifestation parce que les allocations qu'ils touchent sont nettement insuffisantes pour leur permettre de vivre, et les affiches du Comité des chômeurs parlèrent d'une augmentation de 12 francs par jour et d'autres justes revendications; or, je suis sûr que beaucoup de ces chômeurs sont partis découragés. La responsabilité de cet état d'esprit doit tomber sur les têtes des organisateurs.

Les flics nous ont concentrés sur deux points de la place de la Concorde avant de nous embarquer soit vers la gare des Invalides, soit vers le Grand Palais; or, si l'esprit d'organisation avait été bon, les autocars n'auraient pas parcouru ces quartiers des riches sans que nos voix de forçats de la faim ne se fissent entendre.

Nous étions plus de quinze cents manifestants au sous-sol du Grand Palais, et dire, chose inouïe, impardonnable, qu'il ne se trouva là aucun militant ouvrier pour nous dire le véritable sens de cette manifestation et les véritables responsables de la crise, car le meilleur meeting pouvait être tenu là. Mais non, nous étions là bien abandonnés, irrévocablement abandonnés. C'est ainsi que nous avons parcouru une deuxième fois les quartiers « chics » bourgeois pour être amenés dans différents postes de police tout à fait inaperçus et, comme disaient certains ouvriers, en touristes américains.

Je ne suis qu'un simple rabcor oppositionnel, mais c'est en cette qualité que je tiens à dire aux dirigeants du Parti et de la C.G.T.U. : Toutes les conditions objectives susceptibles d'augmenter les forces révolutionnaires seront annulées si vous continuez à persévérer dans cette voie pour organiser des entreprises révolutionnaires ou économiques !

Rabcor Renard.

Chez Renault

Le plan de réductions successives des salaires élaboré par le puissant syndicat de la rue Lauriston se développe rapidement. D'autant plus rapidement que la crise talonne les entreprises les mieux assises. Ce plan ne manque pas d'adresse ; le mot d'ordre lancé aux patrons des usines mécaniques et métallurgiques est celui des « offensives par petits paquets », et des « offensives par paliers ». Et ce plan est suivi à la lettre par les adhérents : témoin Renault où la bataille des salaires a été déclenchée il y a quelques semaines, atelier par atelier.

Le moment coïncide avec une diminution très nette des commandes en portefeuille : crise générale de l'automobile jointe à une mévente du matériel de guerre, mévente elle-même consécutive aux difficultés financières des États de la Petite-Entente, gros clients de Renault jusqu'à présent. Dans ces conditions, le seigneur de Billancourt a débauché en masse, quitte ensuite à reprendre individuellement tels ou tels ouvriers à des salaires de famine, quitte aussi à rationaliser à outrance pour rattraper son manque à gagner.

C'est ainsi que, pour leur nouvel an, les travailleurs de certains ateliers ont eu à subir des diminutions de paie allant jusqu'à 15 %. Ailleurs, on a rogné les « temps de travail » ; c'est ainsi qu'à l'atelier 22 où est nettoyé tout le linge des usines, le contremaître Noël, aidé d'une femme, ont justifié leur rôle de valets en portant à 600 kilos la production journalière de chiffons lavés qui n'était que de 400 kilos il y a encore quelques mois. Le tout, à l'avenant !

Comme on le voit, rien que des offensives « perlées ». Renault a ainsi cloisonné autant que possible les mécontentements par atelier. C'est ce qui explique que les mouvements d'ensemble n'aient pas embrassé jusqu'ici plus de deux ou trois ateliers, dans le meilleur cas. On a débrayé en plusieurs points des usines : mouvements spontanés rapidement terminés.

Jusqu'à quand Renault résoudra-t-il ainsi sa crise sur le dos de ses esclaves ? Quand donc le rapport des forces à l'intérieur du bagne Renault se tournera-t-il à notre avantage ? Il est évident que le plan de la rue Lauriston, non plus que l'appareil policier de Renault ne pèseraient pas bien lourd en face d'un fort syndicat unitaire des métaux ayant, en particulier, justement résolu le problème de la M.O.E.

La Conférence de la Métallurgie de la R. P. qui doit se tenir les 30 et 31 janvier fera-t-elle sur ces deux questions une clarté que les précédentes assises de ce genre se sont révélées incapables de fournir ?

UN RABCOR.

Du 12 Janvier au 4 Février

L'offensive capitaliste contre le niveau de vie des ouvriers se poursuit implacablement et englobe chaque jour de nouvelles corporations, pendant que le nombre des chômeurs ne cesse de croître avec rapidité. Une des tâches essentielles du P.C. et de la C.G.T.U. serait de préparer et d'entraîner la classe ouvrière à résister à cette attaque capitaliste pour, à son tour, au cours de la lutte, passer à l'offensive. Une politique juste pendant la période précédente de prospérité relative aurait fortifié nos organisations, accru leur influence et ainsi aurait faciliter leur tâche présente. Mais nous avons connu autrefois la politique de la « troisième période », qui s'est soldée à l'époque par des échecs, mais dont les conséquences se poursuivent encore à l'heure actuelle, d'autant plus fortement que la politique suivie continue à être erronée.

Nous avons connu la période des journées fixées d'après le calendrier, sans aucune raison, comme le 6 mars. L'an dernier où déjà le chômage sévissait, la journée du 25 février, qui avait sa justification dans les conditions objectives, fut un échec par suite de la coupure existant entre nos organisations et les masses. Pour cette année, la journée du 12 janvier où les chômeurs étaient appelés à manifester fut loin d'être un sucès. Elle n'entraîna qu'un faible pourcentage des chômeurs et ne donna lieu à Paris qu'à de très rares manifestations, tandis que la police tenait brutalement le pavé. C'est tellement l'évidence que « La Vie Ouvrière » ne peut le passer sous silence :

— Nos comités de chômeurs, écrit Giton..., n'ont pas encore trouvé les moyens pratiques de pénétrer la grande masse des chômeurs.

Certainement, le mouvement est supérieur à ce que l'on a pu constater dans l'année précédente ; mais la comparaison faite de ce côté ne suffit pas, car il faut tenir compte de l'ampleur du chômage et de la violence de l'offensive capitaliste, comparées à l'an dernier ; et alors la comparaison n'est guère positive. La liaison entre nos organisations et les masses ne s'est pas notablement améliorée. « L'Humanité » fait grand bruit sur les mouvements chez Renault. Certes, nous ne sous-estimons pas l'importance de la réaction des prolétaires du plus grand bagne de la Région parisienne, où depuis des années, par un régime de mouchardage et une exploitation de la M.O.E. la plus cynique on n'avait pas connu de mouvement de classes. Il y a quelque chose de changé incontestablement. Mais ce serait commettre une faute aussi grande que surestimer ce qui se passe chez Renault. Mouvements spasmodiques, peu liés, la lame de fond n'existe pas encore. Ce serait une erreur que de la voir venir automatiquement ; dans cette période de réveil nous assisterons à des flux et des reflux. Ne pas les voir, ne pas en tenir compte serait une faute grave de nos organisations. Ce qui devrait les faire réfléchir, au lieu de s'emballer à cause des quelques mouvements Renault, c'est que, **moins d'un mois auparavant,** le meeting organisé par le Syndicat des métaux n'a groupé que 500 travailleurs pour toute la région.

Dans une situation d'ensemble encore peu agitée, où chez beaucoup de chômeurs il y a encore des illusions pour le printemps prochain, il était à prévoir que le 12 janvier, il n'y aurait pas une journée d'envergure. Cela ne justifie cependant en rien les maigres résultats obtenus : les chômeurs influencés par le Parti ont presque seuls répondu à l'appel, la grande masse n'a pas bougé. En outre, l'absence d'organisation a permis à la police d'arrêter tous ceux qui venaient manifester ; le grand nombre d'ouvriers étrangers qui a été ainsi arrêté est impardonnable (1).

Il faut rapidement en tirer les leçons, si l'on ne veut pas le 4 février prochain obtenir une journée qui, loin de remplir le rôle qu'elle peut remplir : coordonner la résistance ouvrière et la porter à un stade plus élevé, amène par suite d'échec de la démoralisation chez une partie de ceux qui suivent le Parti et la C.G.T.U.

Le résultat ne s'obtiendra pas par quelques vagues mesures dites pratiques. Mauvais pourra répéter « pendant les quinze jours qui nous séparent du 4 février, il faut faire appel à l'initiative des masses pour appuyer l'action de tous nos syndicats » ; ce sera vain si nos syndicats n'ont pas une politique qui suscite la confiance des masses ; non pas un simple appel « à la base », mais s'adresser à toute l'organisation syndicale réformiste pour mener **en commun** une campagne contre l'offensive capitaliste. C'est le seul moyen d'ébranler non pas des isolés, mais des couches entières d'ouvriers réformistes. Sans cette politique de front unique, qui doit se traduire à l'usine par la constitution en commun par unitaires et confédérés de comités groupant l'ensemble des ouvriers, les manifestations ne rassembleront que ceux qui gravitent depuis pas mal de temps autour de la C.G.T.U. Ensuite, il faut que la C.G.T.U. lutte pour l'unité syndicale.

Depuis quelques semaines on n'en parle plus ; il semblerait que la direction n'en avait parlé auparavant qu'à cause de ceux qui la talonnaient et que, le Comité des 22 étant mort et le C.I.S. moribond, elle abandonne une campagne où il fallait bougrement manœuvrer pour avoir l'air d'être unitaire. Le problème est cependant des plus importants : la lutte pour la réalisation de l'unité syndicale reste un grand moyen de rassemblement de la classe ouvrière pour la dresser contre la bourgeoisie.

Dans le problème du chômage, une étude approfondie s'impose à la place des phrases creuses. Il faut reprendre le mot d'ordre préconisé par l'opposition de gauche : la collaboration économique avec l'U.R.S.S. sous le contrôle ouvrier. C'est un excellent moyen, surtout en France où tant de crédits sont accordés aux Etats de la Petite-Entente, de lier chômeurs et non-chômeurs à la réalisation du Plan quinquennal, à la défense de l'U.R.S.S. Le problème de la défense de la M.O.E., l'extermination des tendances xénophobes est une des plus difficiles questions à résoudre ; l'opposition les a traitées à maintes reprises.

En adoptant des solutions justes sur ces divers problèmes, en menant là-dessus une campagne intense, non pour demander aux travailleurs d'agir au petit bonheur, mais pour concentrer leurs efforts en quelques démonstrations précises et susceptibles d'être assurées, le 4 février prochain pourrait être non une journée semblable à tant d'autres, mais le point de départ d'une résistance accrue du prolétariat.

(1) A ce sujet, l'article de Cachin dans « L'Huma » du 17 janvier est scandaleux. Une vague déclaration sentimentale sur ces ouvriers « devenus des sans-patrie dans le sens complet ». Cachin s'indigne surtout parce qu'il y a des ouvriers étrangers expulsés, bien qu'habitant la France depuis longtemps et... parce qu'on ne leur a pas donné des possibilités de voyage.

La crise et les luttes économiques

(suite du n° 109)

En France, les premières luttes engagées par le prolétariat pour la défense des salaires et des autres conditions de travail se sont terminées par des reculs assez graves. Il serait faux, pourtant, de supposer que ce recul soit la conséquence de la lutte. Au contraire, c'est par l'insuffisance de la lutte, par son manque de coordination, par le fait de la division politique et d'organisation existant dans le camp prolétarien, par la tactique de collaboration et de capitulation des chefs réformistes et par la stérilité des méthodes centristes, que les ouvriers ont dû battre en retraite. D'autre part, il serait aussi faux de croire que, n'ayant pas abouti à la victoire, les luttes partielles soutenues pendant la dernière période par des centaines de milliers d'ouvriers, aient été *inutiles*. Inutiles les luttes dans lesquelles les ouvriers se trouvent coude à coude pour briser l'attaque du patronat ? Allons donc ! Seuls des bonzes pour lesquels le mouvement ouvrier se résume dans la comptabilité du « doit » et de l' « avoir » peuvent oser pareille affirmation ! D'abord, au point de vue strictement économique, il est de toute évidence que la retraite ouvrière aurait été beaucoup plus considérable si le patronat ne s'était trouvé en face d'un prolétariat disposé à se battre. Mais ce qui importe plus, c'est le fait que des couches plus ou moins larges de la classe ouvrière se sont battues et, par la lutte, ont démontré à la fois l'irréconciliabilité des intérêts des exploités et des exploiteurs, la conscience des intérêts solidaires de classe du prolétariat et la volonté de celui-ci de ne pas plier passivement sous l'exploitation renforcée de la bourgeoisie. Ces résultats ne s'enregistrent pas sur le « grand livre » à l'américaine, mais ils sont d'autant plus importants car, en somme, ce sont précisément eux qui expriment la progression de la conscience politique des masses ouvrières et leur capacité de s'opposer en tant que classe à la classe ennemie.

* * *

Cependant c'est un fait que le patronat a réussi à réduire les salaires dans un grand nombre de corporations. Le patronat, toute la classe bourgeoise cherche à tirer profit de ses premiers succès pour pousser à fond son offensive et pour enlever à la classe ouvrière les conquêtes de soixante années de lutte. Il faut se hâter d'organiser la défense à tout point de vue. Les chefs réformistes endorment le prolétariat et lui prêchent la nécessité des sacrifices en même temps qu'ils accomplissent une œuvre criminelle de scission et de provocation entre ouvriers « français » et « étrangers ». Les centristes du Parti et de la C.G.T.U. tentent d'absoudre leurs âmes en prêchant la nécessité de préparer la contre-offensive ; mais, entre temps, ils ne font rien pour organiser la *défense*, et poursuivent une politique dont la faillite se concrétise dans la situation de désagrégation du Parti et de la C.G.T.U.

La lutte pour la défense des conquêtes ouvrières non seulement est possible, mais elle est nécessaire, surtout en période de crise. Sans lutte acharnée des grandes masses ouvrières, le prolétariat sera réduit inévitablement aux pires défaites. Mais la condition indispensable pour conduire le prolétariat à se battre, c'est l'abandon plein et sans réserve de la politique de massacre que les centristes mènent au sein du Parti et de la C.G.T.U. Il faut réintégrer dans le Parti les éléments révolutionnaires qui ont été chassés et qui sont groupés dans l'opposition de gauche. Il faut balayer la politique centriste de scission syndicale et de sabotage du front unique qui a été sanctionnée (à la grande joie des chefs cégétistes) par le dernier Congrès de la C.G.T.U. ; il faut que les principes et la tactique défendue par l'opposition de gauche deviennent les principes et la tactique du Parti et de l'organisation syndicale révolutionnaire. C'est cela que tout membre du Parti et des syndicats doit comprendre ; c'est à cela qu'il doit travailler en dépit des menaces et des actes criminels de la bureaucratie centriste. C'est par ce travail qu'on prépare la défense effective du prolétariat et qu'on œuvre à sa victoire.

G.

Nos difficultés ne sont pas résolues

Les tâches de la Ligue ont considérablement augmenté dans ces dernières semaines. Faire connaître l'importance des problèmes de la révolution allemande, informer sur la lutte menée dans le parti bolchevik, ici même riposter vigoureusement à l'offensive des bureaucrates, etc., tout cela exige de nous de gros efforts.

Nous avons commencé une campagne de réunions sur la révolution allemande ; la parution hebdomadaire de « La Vérité » s'impose plus que jamais. Or, en face de nécessités aussi impérieuses, nos possibilités sont tout ce qu'il y a de plus réduit. La liste de souscription que nous publions cette semaine s'étend sur près de deux mois. Nous avons eu des difficultés à faire paraître régulièrement « La Vérité ». Une telle situation est des plus dangereuses. Tout recul ou toute insuffisance de notre part, c'est un point marqué par le centrisme, c'est-à-dire au détriment du redressement du mouvement communiste.

« L'avant-garde de la contre-révolution » que nous sommes, aux dires des bureaucrates staliniens, ne peut compter que sur l'aide de ses amis, des ouvriers qui lisent notre presse, des militants qui veulent remettre leurs organisations dans la voie tracée par les premiers congrès de l'I.C. Nous leur demandons de répondre rapidement, régulièrement. Ne pas le faire serait manquer à leur devoir.

P.-S. — Nous avons édité des cartes d'« Amis de la Vérité » à 1 fr. et 5 fr. Nous en adresserons à nos souscripteurs. Nous demandons à nos amis d'en faire souscrire autour d'eux.

Responsabilités

L'offensive contre le « trotskysme » a été ordonnée de haut. Aussi tous les plumitifs à la Péri, sans talent, sans connaissance et sans dévouement révolutionnaire, y vont-ils de leurs petites saletés contre « M. Trotsky ». Ecrire cela ou répéter les clichés stéréotypés de l'agit.-prop., que leur importe, pourvu que ce soit « dans la ligne », et, au moins, écrire M. Trotsky », c'est être à coup sûr dans la ligne. Mais, nous ne permettrons pas à l'I.C. et à l'Union Soviétique de se dissimuler derrière de vagues journalistes.

Déjà pareille campagne contre « mister Trotsky », allié de Chamberlain, fut menée il y a trois ans, quand notre camarade fut expulsé de Russie. Aucun pays capitaliste, et ce souvent sous la pression directe de la diplomatie soviétique, n'accorda de visa à Trotsky qui fut obligé de rester en Turquie.

Nous avons, dans notre dernier numéro, signalé les dangers précis d'attentats qui menacent le camarade Trotsky et les responsabilités que porterait le gouvernement soviétique si ces attentats étaient réalisés. La question n'est pas posée à de quelconques employés de l'Huma ; elle est posée aux dirigeants responsables de l'I.C. et de l'Union Soviétique : Vont-ils laisser le créateur de l'armée rouge à la portée des gardes-blancs ?

VIENT DE PARAITRE

Les problèmes de la Révolution allemande

par **L. Trotsky**

Contre le national-communisme ! Les leçons du plébiscite « rouge ». Au sujet du contrôle ouvrier de la production. Le tournant de l'I. C. et la situation en Allemagne. La crise autrichienne et le communisme.

Un volume de 64 pages : 1 *fr.* 50

A *la Vérité*, 45, boulevard de la Villette, Paris-10e, et à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse

En vente dans les principaux kiosques

LA VÉRITÉ

ABONNEMENTS

6 mois : 13 francs ; 1 an : 25 francs.

Abonnement d'essai de 3 mois : 5 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855.

D'un jour à l'autre...

Humanité, 21 janvier 1932 :

« Au Congrès de 1903, il (Trotsky) fut, selon Riazanov, la « trique de Lénine »... »

Lénine.

Humanité, 22 janvier 1932 :

« (Au 2e Congrès du Parti social-démocrate ouvrier russe en 1903), les menchéviks, dirigés par Martov, Axelrod et Trotsky... »

Masson.

Ce Masson ne passe pas de la « contrebande trotskyste ».

Lénine -- Liebknecht Rosa Luxembourg

— SUITE DE LA 1re PAGE —

Les falsifications théoriques et historiques de Staline ne peuvent faire oublier que l'œuvre de Lénine est couronnée par la lutte menée avec Trotsky pour la conquête du pouvoir par le prolétariat, pour la dictature du prolétariat, pour la constitution de l'Internationale sur une base intransigeante de classes et d'internationalisme prolétarien. C'est après la mort de Lénine que les forces de la classe ennemie ont pu favoriser la « contrebande », sous le parti de Lénine des théories contre lesquelles Lénine a forgé la victoire d'Octobre. Les partisans d'alors du gouvernement démocratique des ouvriers et paysans se sont révélés les partisans funestes du bloc de classe en Chine, de la Révolution populaire en Italie et en Allemagne, de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans en Espagne.

A l'occasion de l'anniversaire des trois leaders de l'internationale prolétarienne, les centristes qui dirigent l'Internationale ont ouvert le feu contre la gauche marxiste. C'est que la gauche marxiste, l'opposition internationale toujours vivante, défend dans l'Internationale l'héritage des trois L, le capital d'un quart de siècle de luttes prolétariennes couronné par la Révolution russe, la tradition qui trace aux ouvriers communistes la voie du combat et de la victoire à l'entrée des luttes nouvelles.

Souscription "Vérité"

X, 3,50; Cam. de Vendée, 25; Devreyer, 7 ; Erwin, 10 ; Un camarade d'Alsace, 40 ; Gaudou, 5 ; Lebourg, 10 ; Un membre du Parti, 3 ; Baillet, 75 ; Dom, 10 ; H., 100 ; Groupe de Marseille (décembre), 110 ; Courdavault, 10 ; En collant des affiches, 5 ; Carmaux, 7 ; Aucheur, 20 ; Alger, 10 ; Devreyer, 5 ; Vanderloven, 5 ; Région parisienne (4e semaine novembre), 182 ; Région parisienne, 212,50 ; R. Besnard, 5 ; Trévidic, 5 ; Camarade de Vendée, 25 ; Courdavault, 50 ; Marseille, 50 **Total : 890 francs.**

EN RÉPONSE AUX FERRAT !

Enracinons le "trotskysme"

En 1928, le Parti Communiste français publiait une brochure intitulée : **La fin de l'opposition trotskyste en France.** En 1932, un numéro des « Cahiers du Bolchevisme » est consacré presque entièrement à amorcer dans le Parti une campagne acharnée contre Trotsky, contre le « trotskysme » et contre la Ligue communiste.

Il est des morts qu'il faut qu'on tue. L'opposition de gauche est de ceux-là. Elle a la vie dure. Sa force, c'est de représenter les intérêts historiques du prolétariat et de la révolution mondiale. Voilà pourquoi le centrisme stalinien n'en saurait venir à bout.

En 1923, défaite honteuse, sans combat, de la révolution allemande. Pour masquer ses responsabilités, le centrisme fait diversion par une campagne acharnée contre Trotsky et le noyau essentiel de l'opposition russe. En 1927, étranglement de la Révolution chinoise par le centrisme stalinien. Pour masquer ses responsabilités, celui-ci fait diversion par une campagne acharnée contre Trotsky et l'opposition de gauche russe et internationale. Cette campagne aboutit à l'exclusion, à l'emprisonnement, à la déportation et à l'exil des meilleurs parmi les révolutionnaires.

En 1932, la direction du Parti allemand mène une politique de capitulation vis-à-vis du fascisme hitlérien qui s'apprête à prendre le pouvoir. Rien d'étonnant à ce que, pour couvrir sa politique de capitulaion en Allemagne, le centrisme stalinien se livre à la diversion classique, à une attaque acharnée contre Trotsky et l'opposition de gauche, coupables de sonner l'alarme contre la capitulation centriste. L'opposition de gauche appelle les membres du Parti et de l'Internationale à ne pas se laisser détourner de leurs tâches révolutionnaires par la classique diversion stalinienne. L'opposition de gauche appelle tous les ouvriers à tendre tous leurs efforts vers la victoire de la révolution allemande et la défense de la révolution russe.

POUR L'UNITE SYNDICALE

Pour accomplir ses tâches internationales, le prolétariat français a besoin d'être fort.

Il ne peut devenir fort qu'en menant fermement, sans opportunisme ni aventurisme, sa propre lutte revendicative sur le secteur français considéré par lui comme l'un des secteurs du front mondial de la lutte des classes. Pour devenir fort, le prolétariat français a besoin d'un bon parti communiste travaillant notamment à conquérir l'influence, la confiance, la majorité et la direction dans des syndicats réunifiés tendant à grouper toute la classe ouvrière.

Or, sur cette question si importante, la direction du Parti français et de la C.G.T.U. se trompe lamentablement. Prétendant réaliser l'unité syndicale sur la base préétablie de la lutte des classes, elle consacre en réalité la scission entre la C.G.T. et la C.G.T.U., abandonnant ainsi les ouvriers organisés dans la C.G.T. à l'influence de Jouhaux. Cette politique fait le jeu des Rambaud qui grignotent la C.G.T.U. au bénéfice de la C.G.T. en exploitant habilement le sentiment unitaire de milliers d'ouvriers habilement trompés.

Les communistes doivent travailler à la fusion des diverses centrales syndicales en s'assurant la possibilité de s'organiser en fraction dans le mouvement syndical réunifié pour y faire prévaloir leur point de vue par les moyens réguliers de l'organisation. On ne gagne pas les ouvriers réformistes en écrivant sur la porte des syndicats révolutionnaires : Défense aux ouvriers réformistes d'entrer ! Bien au contraire, le travail des communistes à l'intérieur de syndicats réunifiés, groupant les ouvriers réformistes et les ouvriers révolutionnaires, est l'un des moyen efficaces pour arracher les ouvriers réformistes à l'influence de Jouhaux et les entraîner à la lutte des classes. Il faut travailler à liquider la scission syndicale pour jeter plus aisément le levain révolutionnaire dans la pâte réformiste.

Dans « Que faire ? », Lénine, polémiquant contre une fausse politique syndicale, déjà semblable à celle des centristes staliniens d'aujourd'hui, explique que le communisme ne se cultive pas dans des petits pots. Dans la « Maladie Infantile », Lénine perce de flèches ceux qui veulent fabriquer des syndicats bien proprets, bien révolutionnaires, bien à eux, au lieu de travailler dans les syndicats réactionnaires dirigés par les réformistes. Les résolutions des premiers congrès de l'I.C. et de l'I.S.R., du temps où Lénine dirigeait et où Staline se taisait, tracent la même voie de résistance à la scission et de travail communiste dans les syndicats réformistes.

Tant que le Parti menait une politique juste d'unité syndicale, la C.G.T.U. grandissait en nombre et en influence. Elle décline aujourd'hui. Quelques succès partiels, épisodiques, ne sauraient masquer cette triste vérité.

POUR LE FRONT UNIQUE ET POUR LA REVOLUTION ALLEMANDE

Erreurs de même nature en ce qui concerne le front unique. Et ces erreurs mettent directement en jeu le sort de la révolution allemande.

Le centrisme stalinien a deux manières de pratiquer, sinon le front unique, du moins sa caricature. Première manière, style 1926-27. On se traîne à la remorque des chefs réformistes. On affirme dans le Comité anglo-russe que les chefs des Trades-Unions, étrangleurs de la grève générale anglaise, sont les véritables représentants de la classe ouvrière britannique et qu'il ne faut rien faire qui puisse porter atteinte à leur autorité. On affirme que les généraux chinois, et Chang-Kaï-Chek en tête, sont des révolutionnaires. On interdit au Parti chinois, devenu croupion du Kuomintang bourgeois, de critiquer publiquement. Quand la ville de Shanghaï s'érige en Commune, en Soviet et, par son juste flair révolutionnaire, refuse de laisser entrer Chang-Kaï-Chek, c'est Staline qui fait en hâte télégraphier pour lever l'interdiction. C'est conformément aux directives de Staline que Tam-Pin-San, ministre communiste de l'agriculture en Chine, a pris le commandement d'une expédition organisée par le Kuomintang bourgeois contre la révolution agraire.

Deuxième manière, style 1930-31-32. Front unique à la base seulement. On ne veut entendre parler ni des chefs ni des organisations réformistes, surtout des organisations centrales. On appelle les ouvriers réformistes à venir en masse avec soi combattre leurs propres chefs. Les ouvriers réformistes sont loin de répondre en masse à de tels appels. Ils ne pourraient y répondre que s'ils étaient **déjà** communistes ou sympathisants, que s'ils étaient **déjà** convaincus de la nécessité de lutter contre les chefs et les organisations réformistes. Faire le front unique ainsi, c'est faire le front unique avec soi-même, c'est en réalité ne pas faire le front unique. Avec une telle méthode, le Parti, face à la police armée jusqu'aux dents, n'arrive guère à mobiliser que ses propres troupes, lesquelles, prenant conscience de leur isolement, de leur faiblesse numérique et de leur organisation défectueuse, se démoralisent et se laissent arrêter en masse, la plupart du temps sans opposer de résistance. Le 12 janvier dernier, le préfet de police socialiste de Berlin Grzeszinsky paradait à Paris aux côtés de Chiappe en train de réprimer la manifestation des chômeurs. Un seul ouvrier socialiste a réagi au point de rompre avec son parti, et « l'Humanité » a publié sa demande d'adhésion.

Si, par une juste pratique du front unique, notre Parti français avait entraîné le 12 janvier un grand nombre d'ouvriers socialistes à manifester, au lieu de n'entraîner guère que ses propres partisans, il se serait évidemment trouvé plus d'un ouvrier socialiste pour rompre avec son parti au spectacle de Grzeszinsky, membre de la IIe Internationale comme lui, et luttant cependant contre lui, en fraternelle union avec Chiappe.

Certes, il y a des ouvriers socialistes qui, révoltés, espèrent cependant redresser leur parti. Ceux-là viendront un jour au communisme, mais seulement quand, par leur expérience propre, ils se seront convaincus que leur parti n'est pas redressable. Et leur expérience propre sera facilitée par une juste politique du front unique et non par des propositions adressées à la base seulement, en passant pardessus la tête des organisations.

Mais alors, s'écrient les chefs staliniens style 1932, vous, oppositionnels de gauche, vous vous démasquez, vous voulez faire front unique avec les Noske, les Grzeszinsky, assassins de la classe ouvrière allemande. Frossard, contre Lénine, parlait ainsi en 1921 au Congrès de Marseille. Il s'écriait véhémentement : Front unique à la base avec les ouvriers, oui; mais front unique avec les chefs, non; jamais nous ne nous asseoirons à la même table que les assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg.

Cependant, Lénine et les communistes tinrent bon et obligèrent Frossard à s'asseoir à Berlin à la même table que les assassins de Karl et de Rosa lors de la Conférence des Trois Internationales. Mais alors, sous l'impulsion de Lénine, la délégation russe sut faire de la Conférence des Trois Internationales une tribune où la parole communiste se faisait entendre des ouvriers du monde entier et savait mettre au pied du mur les assassins de Karl et de Rosa qui, en cherchant à se défiler de l'action commune proposée, se démasquaient un peu plus chaque jour aux yeux de leurs partisans.

Nous, communistes de gauche, nous demeurons fidèles à l'enseignement de Lénine. Il faut proposer aux organisations réformistes et contre la bourgeoisie l'action commune sur la base de mots d'ordre correspondant aux intérêts prolétariens et au niveau de combativité de la classe ouvrière. De telles propositions éveillent forcément un écho favorable au sein des organisations réformistes et, même si l'action commune ne se réalise pas, l'action des communistes se développe dans une atmosphère de sympathie générale de la part de la classe ouvrière. Mais il est parfaitement possible que l'action commune se réalise et que, sous la pression ouvrière, les chefs réformistes y participent afin de ne pas perdre leur influence.

Liés à la bourgeoisie, les chefs réformistes ne peuvent participer à l'action commune que pour la freiner et, lorsqu'elle devient trop menaçante, pour la trahir. C'est précisément au cours de l'action commune, en dénonçant sur le vif le freinage et la trahison des chefs réformistes qu'on sépare ceux-ci de leurs troupes.

Dans le front unique, les communistes doivent sans cesse évoquer les buts finaux révolutionnaires et situer la lutte partielle par rapport à ces buts ; les communistes doivent tendre, dans toute la mesure où le permet la situation, à hausser le niveau de la combativité ouvrière, à élargir la lutte en l'orientant vers l'issue révolutionnaire.

Les retraites, lorsqu'elles deviennent nécessaires, doivent être exécutées à temps, avec ensemble, et en vue de préparer une nouvelle et solide position de départ pour, de là, repartir en avant. Dans l'action commune, les organisations se battent ensemble, mais chacune sous son drapeau.

En Allemagne, neuf millions d'ouvriers socialistes veulent effectivement lutter contre le péril hitlérien. Il ne serait pas très difficile, par une juste pratique du front unique, de les entraîner à lutter en commun avec les quatre millions d'ouvriers communistes.

Dans cette lutte grandiose, les chefs traîtres seraient éliminés.

Le fascisme terrassé, le mouvement des masses, se détournant des chefs et de l'appareil social-démocrate, prendrait son cours vers la révolution prolétarienne. Rompant avec tous les enseignements de Lénine, le parti allemand, inspiré par Staline, se refuse au front unique avec les organisations socialistes, mais bloque électoralement, lors du plébiscite, avec les fascistes hitlériens, considérés sans doute comme un moindre mal, et a admis dans son sein, sur la base de déclarations nationalistes et antisémites, des curés et d'anciens officiers impériaux ou hitlériens. En dépit de leurs calomnies contre l'opposition de gauche et son chef Trotsky, les chefs centristes ne réussiront pas à masquer leur politique de capitulation et de trahison de la révolution allemande.

LA DEFENSE DE LA REVOLUTION RUSSE

Hitler, dans son récent mémoire au chancelier Brüning, sur l'élection présidentielle, dit textuellement au sujet des réparations :

« Je ne doute pas un seul instant que l'insolvabilité effective d'un seul débiteur puisse faire échouer le maintien de paiements politiques, mais je ne crois pas qu'un tel manquement aux traités préalablement signés — bien qu'il soit imposé par une situation de fait — puisse être transformé en un état de droit, à moins que les créanciers n'y voient ou n'y trouvent des avantages politiques. »

Hitler, se posant déjà en gouvernement de demain de l'Allemagne, dit clairement aux impérialismes européens et à l'impérialisme français en particulier : Annulez juridiquement la dette politique des réparations et, en échange, je vous donnerai des avantages politiques que, moi seul, Hitler, je puis vous donner.

De quels avantages peut-il être question ? Hitler au pouvoir, cela signifie l'anéantissement des organisations ouvrières allemandes. Hitler est le seul gouvernement de l'Allemagne qui puisse avoir les mains complètement libres pour attaquer militairement la Révolution russe.

Les paroles de Hitler ne peuvent avoir qu'un sens : Moi, Hitler, je serai le soldat du capitalisme européen et mondial contre la Révolution russe et, contre elle, je jetterai toutes les forces de l'Etat allemand. Annulez les dettes de réparations et je jouerai le rôle de super-Wrangel.

Quand les centristes staliniens se refusent à appeler tous les ouvriers, toutes leurs organisations à combattre en commun pour empêcher Hitler de s'emparer du pouvoir d'Etat, ils exposent, par là-même, la Révolution russe au danger d'agression le plus terrible.

Défendre la Révolution russe, c'est susciter la lutte révolutionnaire du prolétariat allemand contre le fascisme hitlérien ; c'est préparer l'Union soviétique et l'opinion ouvrière du monde entier à l'intervention éventuelle de l'armée rouge, armée internationale du prolétariat, en faveur de la révolution allemande. C'est parce qu'une telle intervention peut devenir bientôt nécessaire, que l'opposition de gauche et son chef, Trotsky, ont dit, contrairement aux affirmations mensongères des « Cahiers du Bolchevisme », que la Révolution russe doit se garder les mains libres et s'abstenir de toute intervention militaire en Mandchourie.

Evidemment, nos raisons n'ont rien à voir avec le pacifisme à la Staline, qui, aux applaudissements de Blum, Paul Faure et Rosenfeld, signe des pactes de non-agression qui ne désarment pas les impérialistes, mais qui, signés par l'Union soviétique, endorment l'énergie des ouvriers du monde entier.

Certes, si la capitulation centriste permettait à Hitler de s'emparer du pouvoir, les staliniens de Moscou, devant la menace, imminente cette fois, de l'agression formidable, se réveilleraient peut-être et n'attendraient peut-être pas, pour lui opposer l'armée rouge, que Hitler ait organisé l'armée d'attaque contre-révolutionnaire avec le concours financier, technique et diplomatique de toute l'Europe capitaliste. Mais une telle intervention, tardive, se heurterait alors, non seulement à de grandes difficultés matérielles, mais aux préjugés pacifistes que la politique stalinienne ne cesse de répandre parmi les ouvriers et les paysans de l'Union soviétique et du reste du monde, préjugés qu'exploite et ne manquerait pas d'exploiter encore davantage la social-démocratie. L'intervention de Imbault, à la réunion de Puteaux, a montré combien la conscience de classe internationaliste des militants du Parti est déjà altérée sur ce point. Imbault a dit qu'en aucun cas l'armée rouge ne doit intervenir, si les frontières de l'Union soviétique actuelles ne sont pas violées et que ceux qui admettent le principe d'une telle intervention sont des provocateurs. Les « Cahiers du Bolchevisme », qui osent aussi nous traiter de provocateurs, ne sont, il est vrai, pas aussi catégoriques. Ils semblent admettre, pour la forme, le principe d'une intervention de l'armée rouge, mais prétendent que la situation d'aujourd'hui ne saurait être comparée à celle de 1923, où une telle intervention fut envisagée pour secourir une éventuelle révolution allemande.

En réalité, la situation actuelle est bien plus grave aujourd'hui. En 1923, l'échec de la révolution allemande n'a pas amené immédiatement le fascisme au pouvoir. En 1932, l'échec de la révolution allemande, surtout l'échec sans combat, amènerait directement Hitler au pouvoir et lui permettrait de jouer le rôle de super-Wrangel.

Renoncer, **en principe**, à l'initiative de faire intervenir l'armée rouge à l'extérieur, renoncer au soutien par les armes de toute nouvelle révolution telle est la signification de cette politique par laquelle Staline signe partout des pactes de non-agression. Une telle politique revise et trahit tout l'enseignement de Lénine. L'armée rouge est intervenue par les armes pour donner la main à la révolution géorgienne. L'armée rouge a fait l'offensive sur Varsovie en 1920, pour donner la main au mouvement révolutionnaire allemand et le stimuler. L'armée rouge se préparait à intervenir en 1923, pour opérer sa jonction avec la révolution allemande. Cachin aura-t-il le courage politique d'en témoigner ! Même sous Staline, l'armée rouge est intervenue hors de ses frontières pour empêcher la bourgeoisie chinoise d'arracher à la Révolution russe le chemin de fer de l'Est chinois ; l'opposition de gauche a approuvé cette intervention contre de pseudo oppositionnels, aujourd'hui membres du parti socialiste.

Aujourd'hui, le sort de la révolution allemande et celui de la révolution russe peut dépendre d'une intervention de l'armée rouge, appuyant un soulèvement en Allemagne, exécutée en temps opportun et soutenue par les ouvriers du monde entier.

On doit bien peser l'opportunité d'une telle intervention, évaluer avec soin le rapport des forces et toutes les conséquences possibles ; mais on ne peut renoncer, **en principe**, à une telle intervention sans trahir à la fois les principes élémentaires de l'internationalisme prolétarien et les nécessités éventuelles de la défense de l'Union soviétique.

Se désintéresser de la révolution allemande, afin de construire le socialisme dans un seul pays, c'est, à l'heure actuelle, tout à fait directement exposer la patrie prolétarienne à un péril formidable, le plus grave peut-être qui ait jamais menacé son existence.

LA DISCIPLINE

Il n'est pas de discipline formelle qui puisse empêcher l'opposition de gauche, ni un membre informé du Parti, conscient de son devoir révolutionnaire, de sonner l'alarme et d'exiger le redressement de la politique et du cours du Parti et de l'Internationale.

La discipline n'est pas une fin en soi, elle n'est qu'un moyen au service du communisme et de la révolution. Discipline révolutionnaire, oui, de tout cœur ! Discipline de capitulation : Non, non et non !

DANS LES CHARENTES

L'opposition de gauche, que Staline qualifie d' « avant-garde de la contre-révolution », vient de prouver une fois de plus l'attachement et l'intérêt qu'elle porte au Parti.

Notre camarade Courdavault a préparé un programme revendicatif et d'action pour la région ostréicole de Marennes-Oléron. Celui-ci (nous ne pouvons le publier, faute de place, il nous faudrait une page entière du journal) fut adressé par nous au Parti — aussi bien à la direction qu'à toutes les cellules et à la région — en proposant que soient envisagées en commun par le Parti et l'Opposition les modalités de réalisation de ce programme.

Déjà, la discussion a commencé dans les cellules de Bourcefranc et d'Oléron, avec la participation de l'opposition de gauche.

BOURCEFRANC

Le 16 janvier eut lieu une réunion commune de l'opposition et de la cellule de Bourcefranc ; y participait le secrétaire du sous-rayon de Marennes.

L'opposition développa ce que devait être le programme revendicatif et d'action du Parti pour la région ostréicole, tel qu'il est résumé dans la lettre envoyée par la C.E. de la Ligue au Bureau politique.

Les différentes propositions ainsi faites furent acceptées par la cellule. Les divergences se montrèrent seulement sur notre affirmation de l'inéluctabilité de la concentration capitaliste dans l'ostréiculture.

L'ordre du jour épuisé, sur observation du secrétaire de la cellule, un échange de vues eut lieu sur diverses questions politiques. Ce fut l'occasion pour l'opposition d'exposer les deux conceptions : celle du Parti et la nôtre sur la révolution allemande.

La discussion à ce sujet fut passionnée, emportée parfois, mais uniquement parce que l'opinion actuelle des masses du Parti est faite d'une information unilatérale et faussée.

OLÉRON

La décision de renouveler dans cette localité les réunions communes avec l'opposition commence à porter ses fruits. A la réunion du 17 janvier, *pour la première fois depuis des années,* se réunirent un nombre de camarades jamais atteint (quoique encore très restreint).

Le projet de programme revendicatif présenté par l'opposition fut unanimement accepté. Rompant avec une mauvaise coutume, il fut décidé que la cellule enverrait un délégué à la conférence d'arrondissement. La liaison de la cellule avec les divers organismes doit cesser de se faire uniquement par la prise de cartes.

Certaines décisions d'action furent également prises.

Une Réunion à Puteaux

Notre campagne s'est poursuivie la semaine dernière dans le 15e rayon, à Puteaux. Une cinquantaine de camarades assistèrent à notre réunion. Les points de vue de l'opposition de gauche furent exposés par Treint, qui s'attacha à montrer l'importance de la question en cause, le danger de la politique présente du P. C. allemand, et de l'I. C., et y opposa nos solutions. Son exposé fut suivi très attentivement par les travailleurs présents à la réunion. La contradiction du Parti fut assurée, comme à Bagnolet, par Imbault, de la R.P., auquel Frank répondit en suite pour la Ligue. Imbault ne dit rien sur la question allemande, et pour cause ! D'abord, il voulut faire une diversion ; les « révélations sensationnelles » promises à Bagnolet sont devenues, cette fois-ci, l'affirmation qu'un policier enseignait « la Vérité » sur le Parti. Nous l'avons sérieusement accroché, parce que Imbault n'a pas caché que **tout membre du Parti qui serait en liaison avec nous pouvait être suspecté de policier.** Toute l infamie de ce procédé est éclatante ; impuissants à lutter dans le domaine des idées, des principes, certains bureaucrates manifestent qu'ils n'hésiteront pas à utiliser à l'égard de militants des pires accusations. On comprend que nous exigions des preuves sur le cas précis de Loret, ce que la direction nous a refusé ; des travailleurs nous ont approuvés et, sentant cela, Imbault a jeté du lest, déclarant que des preuves seraient fournies, mais pas à nous. Dans son exposé, Imbault a repris les « arguments » de Ferrat sur notre volonté d'entraîner l'U. R. S. S. dans un conflit. Et il les a étendu. Pour lui, l'armée rouge ne doit, par principe, jamais intervenir hors des frontières de l'U. R. S. S. Si les impérialistes dépouillent la Mandchourie, c'est aux P. C. des pays capitalistes d'empêcher leurs impérialistes de se livrer au brigandages, mais le prolétariat russe, il a pour tâche, non pas de l'aider matériellement, si le rapport des forces le permet — et nous avons dit que ce n'était pas le cas en Chine à l'heure actuelle — mais de construire le socialisme. Il ne doit pas s'en détourner. Imbault exprime tout haut ce que les « leaders » du prolétariat mondial pensent tout bas.

Comme à Bagnolet, la direction du Parti fit lire un ordre du jour ; cela fera très bien dans « l'Humanité » et auprès des hautes sphères de l'I. C. Notre travail ne cherche pas à se concrétiser dans un enthousiasme de réunion publique, mais à faire pénétrer nos idées auprès des ouvriers révolutionnaires.

Le gérant : P. FRANK.

13, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10e arr.).

MAISON DES SYNDICATS (*Service de l'Imprimerie*).